

A photograph of the CN Tower in Toronto, Canada, viewed from across a body of water. In the foreground, a portion of a telescope is visible, pointing towards the tower. The sky is clear and blue, and the water reflects the tower and the sky.

Actions canadiennes : faits et perspectives

Points à retenir

- Nous croyons que les sociétés de l'énergie et de l'exploitation minière doivent s'adapter aux réalités d'une économie plus verte afin de conserver leur importance à la Bourse de Toronto.
- Les banques récoltent les fruits d'importants investissements technologiques effectués au cours des 10 dernières années et devraient être des piliers de l'indice S&P/TSX.
- Les sociétés des technologies de l'information au Canada pourraient prendre de l'importance si elles continuent d'accroître leur présence internationale (qui est déjà forte), tandis que l'intelligence artificielle pourrait jouer un rôle dans l'augmentation des données.

L'année dernière a été marquée par d'importants changements sur les marchés des capitaux partout dans le monde. La volatilité des prix du pétrole, la prévalence du télétravail et les restrictions sur les voyages ne sont que quelques-uns des principaux aspects de notre vie quotidienne qui ont eu des répercussions sur les marchés boursiers. Pourtant, malgré les effets objectivement négatifs de la pandémie mondiale sur l'économie, les marchés boursiers ont démontré une surprenante résilience. « Le marché boursier n'est pas l'économie » était l'argument utilisé par ceux qui ne parvenaient pas à réconcilier la tendance de l'économie avec celle du marché boursier.

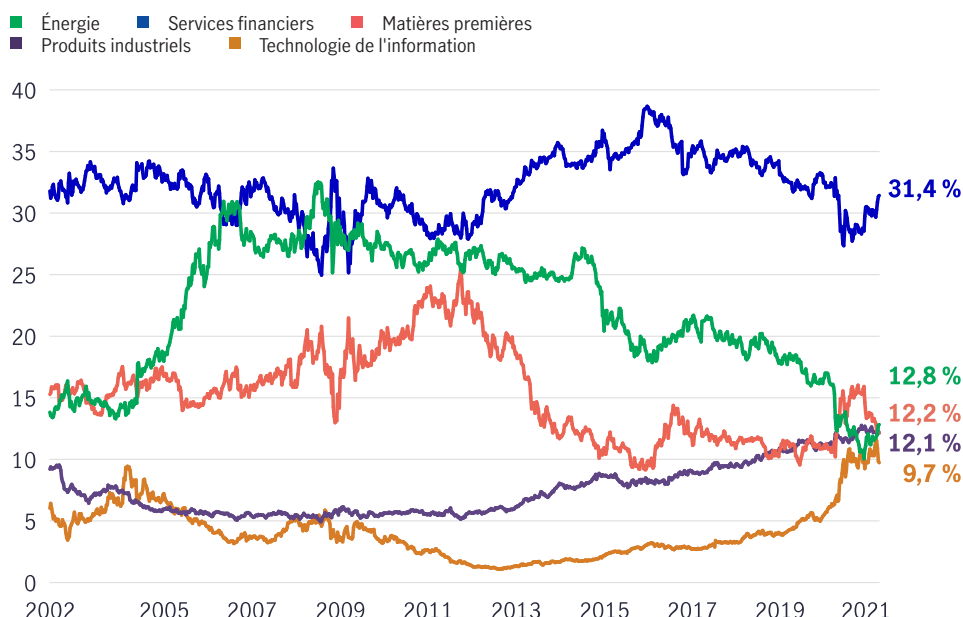
Toutefois, même si la tendance du marché boursier n'est pas en constamment en parfaite corrélation avec l'économie, elles sont inextricablement liées et nous avons constaté que certains des thèmes susmentionnés ont une incidence sur la pondération sectorielle au sein de l'indice composé S&P/TSX. À long terme, l'évolution de l'économie au Canada aura une incidence sur les sociétés canadiennes cotées et, donc, sur les indices boursiers. Dans cette optique, nous explorons les thèmes et les données de l'économie réelle au Canada qui auront probablement une influence sur l'avenir du marché boursier canadien.

Énergie : la révolution verte suscite des changements

Le secteur de l'énergie s'est démarqué pour les mauvaises raisons l'an dernier. Après avoir été l'un des trois principaux secteurs de l'indice composé S&P/TSX pendant au moins 20 ans, il est tombé en quatrième position à la fin de l'année dernière en raison de l'effondrement des prix du pétrole, surpassé par les produits industriels. Toutefois, si nous adoptons une perspective à plus long terme, quels sont les facteurs qui pourraient redonner à ce secteur son importance sur les marchés publics au Canada?

Au Canada, l'énergie perd du terrain alors que les technologies de l'information sont à la hausse

Pondération des secteurs au sein de l'indice composé S&P/TSX



Source : Gestion de placements Manuvie, Macrobond, au 12 mars 2021.

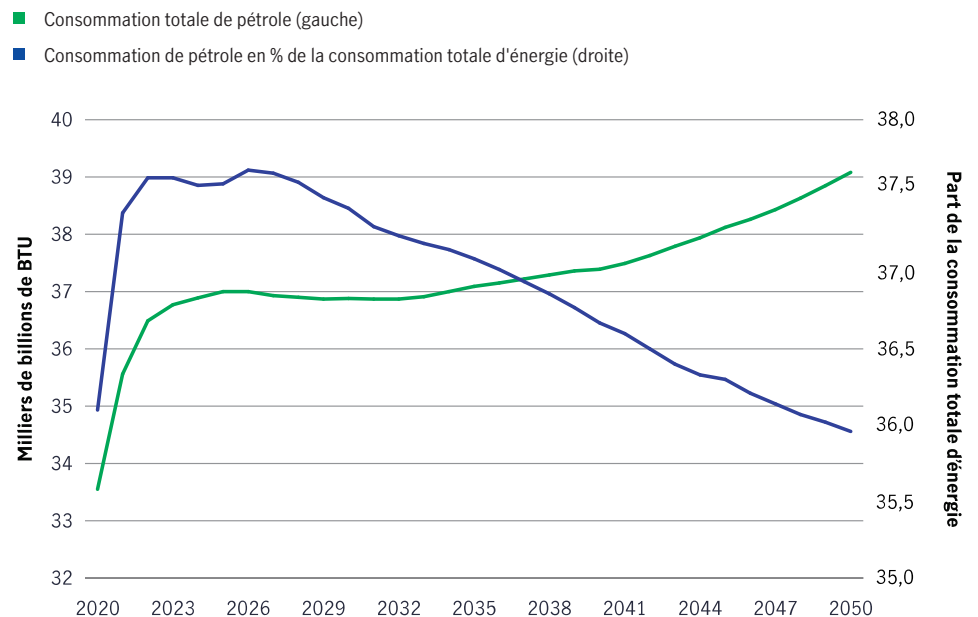
Il n'y a aucun doute que le passage progressif à une économie à faibles émissions de carbone aura une incidence sur les prix du pétrole à l'échelle mondiale et, par conséquent, sur l'importance du secteur canadien de l'énergie au sein de l'indice S&P/TSX. Cela dit, voici un fait qui porte à réfléchir : l'arrêt de l'utilisation du pétrole brut se produira probablement dans un futur plus éloigné que les gens le pensent. En effet, la consommation de pétrole aux États-Unis, qui sont le plus grand consommateur au monde et la destination de 98 % des exportations de pétrole canadien en 2019,¹ devrait augmenter de 16 % entre 2020 et 2050, passant de 33 550 billions de BTU à 39 080 billions de BTU. Qu'est-ce que cette lente transition vers la nouvelle économie du carbone signifie pour le secteur canadien de l'énergie? Premièrement, étant donné que la demande de pétrole brut et de ses dérivés devrait augmenter même à long terme, nous croyons que les explorateurs et les producteurs de pétrole et de gaz canadiens ne se tourneront pas vers des produits plus durables. En d'autres termes, nous ne prévoyons pas qu'ils réorienteront leurs efforts et leurs investissements vers l'énergie verte, comme l'ont fait certains de leurs concurrents internationaux².

¹ Ressources naturelles Canada, www.rncan.gc.ca/science-donnees/donnees-analyse/donnees-analyse-energetiques/faits-saillants-sur-lenergie/faits-petrole-brut/20075?_ga=2.74577367.475726368.1617196937-1718869334.1614698714.

² Le chef de la direction de Royal Dutch Shell, par exemple, a déclaré que la société n'est plus une société pétrolière et gazière, mais plutôt une « société de transition énergétique ».

Le pétrole ne devrait pas disparaître de sitôt

Consommation de pétrole prévue aux États-Unis



Source : « Annual Energy Outlook 2021 », U.S. Energy Information Administration, au 3 février 2021.

Toutefois, cela ne signifie pas qu'elles ne participeront pas au passage à une économie à plus faibles émissions de carbone. Étant donné que les investisseurs se préoccupent de plus en plus à l'empreinte écologique des sociétés, nous sommes d'avis que les sociétés pétrolières, qui seront en mesure d'améliorer leurs pratiques environnementales, obtiendront l'approbation sociale de leurs activités, ce qui leur permettra d'attirer le capital des investisseurs soucieux de l'environnement. Elles seront également mieux positionnées pour résister à l'augmentation prévue de la taxe fédérale sur le carbone au Canada (la taxe passera de 30 \$ CA par tonne de CO₂ en 2020 à 170 \$ CA d'ici 2030³). Il incombe donc aux sociétés pétrolières de rendre leurs activités plus écologiques dans la mesure du possible, tant pour attirer les investisseurs que pour réaliser des bénéfices. Cependant, ces sociétés étant polluuses par nature, si le climat continue de prendre de l'importance – et nous nous attendons à ce que ce soit le cas – les sociétés traditionnelles d'exploration et de production au Canada pourraient, dans un futur lointain, occuper une pondération de moins en moins importante au sein de l'indice S&P/TSX.

Quelles sont les sociétés qui pourraient prendre la relève? Ironiquement, il est possible que l'avenir du secteur canadien de l'énergie repose sur certains noms qui sont techniquement considérés comme des sociétés de services publics. Le secteur des services publics de l'indice S&P/TSX regorge de sociétés d'énergie renouvelable, par exemple Boralex, Brookfield Renewable et Northland Power. Même si elles sont plus petites que leurs concurrentes pétrolières, bon nombre de ces sociétés détiennent des actifs sur les marchés internationaux. Nous considérons certaines de ces sociétés comme très innovantes, surtout en ce qui a trait au climat, et, plutôt que de tenter de rattraper leur retard dans la course pour devenir plus écologiques, ces sociétés sont des chefs de file du secteur. Grâce à une forte avance sur les sociétés plus traditionnelles du secteur de l'énergie, nous pensons que la présence de ces sociétés innovantes pourrait augmenter dans les années à venir, car, bien qu'elles soient considérées comme des sociétés des services publics, elles pourraient jouer un rôle important dans l'avenir du secteur canadien de l'énergie.

³ "Canada to increase carbon taxes by 467%," Norton Rose Fulbright, 15 décembre, 2020.

Services financiers : les investissements technologiques portent leurs fruits

Les services financiers ont presque toujours été le plus grand secteur de l'indice S&P/TSX. À l'exception de quelques mois en 2006 et de la crise financière mondiale, le secteur des services financiers a dominé l'indice S&P/TSX au cours des 20 dernières années. Cependant, au cours des cinq dernières années, bien que la taille du secteur des services financiers ait augmenté, la capitalisation boursière en proportion de l'indice composé S&P/TSX a légèrement baissé, passant de 39 % en 2015 à environ 30 % à la fin de 2020.

Les banques canadiennes ont beaucoup d'avantages. En raison de la stabilité réglementaire du marché, il est facile pour les banques d'attirer des capitaux étrangers. D'autre part, elles exercent leurs activités dans un marché non fragmenté : ce n'est un secret pour personne que les six grandes banques canadiennes détiennent une part dominante du marché. Cela ne veut pas dire que rien ne menace cette position dominante. Par exemple, l'importance croissante des sociétés de technologie financière et l'augmentation du nombre de robots-conseillers représentent des menaces potentielles. Nous considérons ces menaces relativement mineures, étant donné que les banques canadiennes sont bien ancrées dans la vie quotidienne des Canadiens et qu'elles fournissent des services qui dépassent ceux que ces jeunes entreprises offrent actuellement. Cependant, les pressions concurrentielles sur les frais obligent les banques à rester souples et à s'adapter à leur nouvelle réalité.

Nous croyons que les banques canadiennes s'attaquent à ces défis et font front à la menace. Les plus grandes banques du pays ont investi collectivement près de 100 milliards de dollars canadiens dans la technologie depuis 2009, ce qui fait de ces investissements leur deuxième plus grosse dépense au cours de cette période⁴. Ces investissements semblent donner des résultats : les opérations qui devaient être effectuées en personne il y a quelques années seulement (p. ex., les renouvellements de prêts hypothécaires et les dépôts de chèques) sont devenues principalement numériques, ce qui a fait que le confinement décrété en raison de la pandémie a beaucoup moins impacté les clients des services bancaires qu'ils l'auraient pu. Ces investissements dans la technologie signifient que les banques ont pris de l'avance pour faire face aux pressions concurrentielles sur les frais, car les investissements technologiques leur donnent la souplesse nécessaire pour réduire les coûts dans d'autres domaines. En bref, même si le secteur des services bancaires n'est peut-être pas le secteur le plus intéressant du pays, l'adoption en coulisse de la technologie aidera probablement les banques à maintenir leur position dominante dans l'indice S&P/TSX dans un avenir prévisible.

Matériaux : les métaux « verts » se distinguent

Bien que le secteur des matières premières au Canada soit le deuxième plus important au sein de l'indice composé S&P/TSX, sa pondération actuelle de 12 % est loin de celle qu'il avait en 2011 (plus de 25 %). La plupart des sociétés des matières premières au Canada sont des sociétés d'exploration et d'exploitation aurifères; la capitalisation boursière de ces 26 sociétés représente environ 57 % de celle du secteur des matières premières⁵. Toutefois, bien que l'or soit le principal métal exploité au Canada, certains autres métaux sont importants pour l'avenir de la Bourse de Toronto – et pour la planète.

Le cuivre, par exemple, attire beaucoup l'attention avec son prix ayant récemment atteint un sommet en 10 ans à plus de 9 600 \$ US la tonne métrique. En tant que conducteur d'électricité très efficace, le cuivre est largement utilisé dans de multiples types de systèmes d'énergie renouvelable, y compris les systèmes de production d'énergie solaire, hydroélectrique, thermique et éolienne, et il constitue un élément clé du réseau électrique.

⁴ www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-22/canadian-banks-71-billion-for-tech-pays-off-during-pandemic.

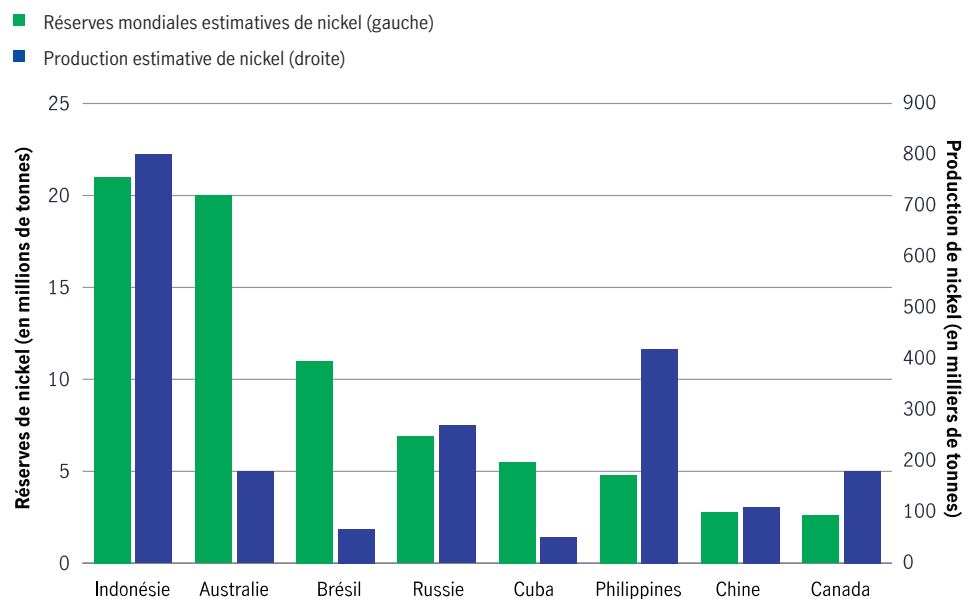
⁵ Données basées sur les secteurs et sous-secteurs GICS. Données tirées de Macrobond, au 12 mars 2021.

Matériaux : les métaux « verts » se distinguent (suite)

Le Canada est l'un des chefs de file en ce qui concerne le nickel

Il est aussi très utilisé dans le marché des véhicules électriques, nécessitant deux à quatre fois plus de cuivre que les véhicules à combustion interne⁶. Le nickel est un autre métal qui connaît un intérêt croissant grâce à la révolution verte, car il s'agit d'un composant clé des batteries rechargeables. Encore une fois, les véhicules électriques sont le facteur qui soutient la demande de batteries et des métaux qu'elles contiennent. Si les prévisions d'augmentation des ventes de véhicules électriques (de 2,7 % des ventes mondiales en 2020 à près de 60 % d'ici 2040, selon certaines estimations⁷) se concrétisent, la demande pour ces métaux devrait augmenter.

Réserves et production de nickel



Source : Ressources naturelles Canada, 2019.

Compte tenu de l'augmentation probable de la demande de métaux essentiels à un avenir à faibles émissions de carbone, nous nous attendons à ce qu'au moins quelques-unes des six sociétés diversifiées de métaux, d'exploitation minière et de cuivre qui font partie de l'indice de l'indice S&P/TSX voient leur pondération dans l'indice augmenter. Plus précisément, l'Indonésie, le plus important exportateur de nickel au monde en 2019, a interdit les exportations de ce métal en 2020. Le Canada, qui est le cinquième exportateur de nickel et qui possède la huitième plus importante réserve au monde, est bien placé pour tirer profit de toute augmentation potentielle de la demande de ce métal⁸. De plus, étant donné que les marchés canadiens ont, par le passé, été favorables aux sociétés minières, il serait logique que les sociétés minières à l'étranger augmentent leur présence au Canada.

Toutefois, nous voulons souligner que même si leurs produits peuvent contribuer à faire avancer la révolution verte, il sera exigé de ces sociétés qu'elles exploitent de façon durable. Bien qu'une diminution de la dépendance au carbone soit indéniablement une bonne chose, cela ne peut pas se faire en dépouillant la planète. À l'instar des sociétés du secteur de l'énergie, les pratiques environnementales, sociales et de gouvernance des sociétés minières feront l'objet d'un examen rigoureux, et celles qui seront en mesure de prouver que leurs activités sont durables d'un point de vue financier et écologique seront les véritables gagnantes.

⁶ www.rncan.gc.ca/nos-ressources-naturelles/mines-materiaux/faits-mineraux-metiaux/faits-sur-le-cuivre/20577?_ga=2.241197442.1607898529.1616768516-1339218541.1616768516.

⁷ about.bnef.com/electric-vehicle-outlook/.

⁸ [1] Ressources naturelles Canada, www.rncan.gc.ca/nos-ressources-naturelles/mines-materiaux/faits-mineraux-metiaux/faits-sur-le-nickel/20601?_ga=2.127944972.1607898529.1616768516-1339218541.1616768516.

Technologie : aller au-delà des frontières

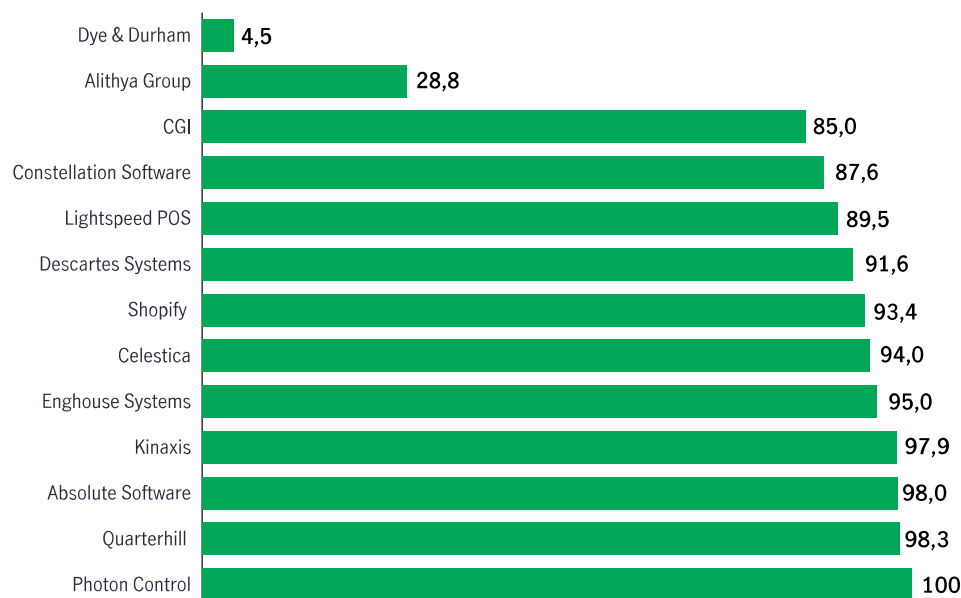
Nous manquerions à notre devoir si nous ne mentionnions pas le secteur des technologies au Canada, qui, à l'instar de ce qui s'est passé partout dans le monde, a impressionné l'an dernier. En effet, le secteur des technologies de l'information du S&P/TSX a progressé de plus de 57 % en 2020. Cette performance, combinée au recul du secteur de l'énergie, a contribué à l'augmentation importante de la présence des sociétés technologies dans l'indice composé S&P/TSX (leur pondération ayant d'environ 5,7 % à la fin de 2019 à 10,3 % à la fin de 2020). Toutefois, bien que 2020 ait été une année exceptionnelle, les sociétés technologiques ont progressivement augmenté leur importance dans l'indice depuis 2012, lorsqu'elles représentaient à peine plus de 1 %.

Nous pensons que les sociétés technologiques canadiennes devront être en mesure d'accroître leur présence à l'échelle internationale. Situées dans un marché relativement petit, les sociétés technologiques canadiennes doivent regarder au-delà de nos frontières pour prendre de l'expansion; heureusement, elles en sont conscientes. Sur les 13 sociétés du secteur des technologies de l'information divulguant la répartition de leur chiffre d'affaires entre le Canada et l'étranger, une moyenne d'environ 89 % (pondération selon les revenus) de leurs ventes proviennent de l'extérieur du pays.⁹ Il est important de préciser également que ces chiffres ne sont pas biaisés par seulement quelques grands joueurs ayant une très forte présence à l'échelle internationale, car uniquement deux des sociétés examinées ont déclaré un chiffre d'affaires provenant de l'étranger de moins de 85 %. Ces chiffres nous rassurent que les sociétés technologiques au Canada sont bien placées pour prendre de l'expansion au-delà de nos frontières et gagner des parts de marché à l'échelle internationale.

⁹ Gestion de placements Manuvie; derniers rapports annuels des sociétés. Sur les 17 sociétés de l'indice plafonné des technologies de l'information S&P/TSX, 13 déclarent leur chiffre d'affaire au Canada et non à l'étranger. Ces 13 sociétés sont indiquées ici et leurs données ont été utilisées pour nos calculs. Un taux de change \$ US/\$ CA de 1,2600 a été appliqué pour ces sociétés qui déclarent leur chiffre d'affaire en dollars américains pour calculer un revenu moyen pondéré.

Les sociétés technologiques canadiennes ont une portée vraiment mondiale

Pourcentage du chiffre d'affaires des sociétés de l'indice plafonné des technologies de l'information S&P/TSX provenant de l'extérieur du Canada



Source : Derniers rapports annuels des sociétés, TMX Money et Gestion de placements Manuvie, au 25 mars 2021. À ce jour, l'indice plafonné des technologies de l'information S&P/TSX comportait 19 membres, de ce nombre 13 ont déclaré leur chiffre d'affaire au Canada par rapport à l'extérieur du Canada.

Au-delà des sociétés de technologie pure, nous constatons que l'innovation est également essentielle pour les sociétés non technologiques. Comme nous l'avons mentionné, les banques canadiennes investissent massivement dans la technologie pour s'adapter à la réalité d'aujourd'hui, et l'avenir des sociétés minières et énergétiques sera influencé par leur capacité à tirer parti des innovations liées à l'environnement pour réduire leur empreinte carbone. Toutefois, les sociétés canadiennes pourraient aussi bientôt profiter d'une autre technologie de pointe : l'intelligence artificielle. En 2017, le Canada est devenu le premier pays à lancer une stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle, promettant un financement de 125 millions de dollars pour la Stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle¹⁰. Cette initiative porte déjà ses fruits : le Canada s'est classé au quatrième rang mondial pour ses investissements, son innovation et la mise en œuvre de l'intelligence artificielle¹¹, tandis que le secteur de l'intelligence artificielle a attiré 3 milliards de dollars en nouveaux investissements et a créé 50 000 emplois au cours des dix dernières années¹². Notamment, une société privée canadienne d'intelligence artificielle, partiellement financée par le gouvernement canadien, a été l'une des premières au monde à détecter le risque émergent lié à la COVID-19, soit neuf jours avant que l'Organisation mondiale de la santé informe le public de l'apparition du coronavirus, et le gouvernement fédéral utilise sa technologie pour surveiller la pandémie et y réagir¹³.

¹⁰ www.newswire.ca/news-releases/canada-funds-125-million-pan-canadian-artificial-intelligence-strategy-616876434.html.

¹¹ www.tortoisemedia.com/intelligence/global-ai/.

¹² "Canada's AI ecosystem: government investment propels private sector growth," University of Toronto.

¹³ www.cnn.com/2020/03/03/bluedot-used-artificial-intelligence-to-predict-coronavirus-spread.html.

Le Canada est l'un des chefs de file en intelligence artificielle à l'échelle mondiale

Global AI Index de Tortoise Media

	Classement général	Mise en œuvre			Innovation		Investissement	
		Talent	Infrastructure	Environnement d'exploitation	Recherche	Développement	Stratégie gouvernementale	Commercial
États-Unis	1	1	1	44	1	2	10	1
Chine	2	19	2	6	2	1	3	2
Royaume-Uni	3	4	17	23	3	16	13	4
Canada	4	8	15	34	5	19	4	5
Israël	5	5	27	38	7	7	51	3
Allemagne	6	13	10	21	4	18	8	12
Pays-Bas	7	6	7	13	15	10	29	21
Corée du Sud	8	20	5	55	28	3	7	22
France	9	10	13	16	19	17	6	8
Singapour	10	3	3	56	21	21	17	6

Source : Tortoise Media, en date de décembre 2020. Reproduction avec permission.

Malgré ces progrès impressionnants, nous ne nous attendons pas nécessairement à ce que les sociétés utilisant l'intelligence artificielle deviennent des poids lourds du marché public canadien dans un proche avenir. Cependant, nous croyons que les entreprises canadiennes pourraient tirer profit de la capacité de l'intelligence artificielle à améliorer la ressource la plus précieuse du monde : les données. L'indice S&P/TSX ne manque pas de sociétés à forte consommation de données pouvant monétiser cette ressource. Par exemple, le Groupe TMX est une société de services financiers, tandis que Thomson Reuters est un conglomérat médiatique et nous soutenons que, compte tenu de la multitude de données indispensables à ces sociétés, elles sont, au moins en partie, des sociétés de données. Toutefois, les données doivent être analysées adéquatement pour être utiles. Les sociétés qui peuvent tirer profit de l'intelligence artificielle pour accroître leurs capacités en matière de données, soit pour améliorer leurs propres pratiques commerciales ou pour vendre ces données (en respectant les normes éthiques), auront un avantage par rapport aux autres. Nous allons suivre de près l'univers de l'intelligence artificielle et l'utilisation de cette dernière par les quasi-sociétés de données au Canada.

Le changement est une bonne chose

À première vue, l'indice S&P/TSX de l'avenir pourrait ne pas être très différent de ce qu'il est aujourd'hui, car il restera probablement dominé par certains des poids lourds actuels. Toutefois, sous la surface, nous croyons que des changements reflétant l'évolution de notre économie sont en cours. Selon nous, les sociétés qui composent le marchés publics canadiens seront plus écologiques et plus axées sur la technologie, car elles devront s'adapter aux nouvelles exigences des investisseurs et à la réalité du marché. Pour finir, l'innovation et la capacité à prendre de l'expansion au-delà de nos frontières seront également essentielles si les entreprises publiques canadiennes veulent avoir une place dans l'économie de demain.

Renseignements importants

Une crise généralisée dans le secteur de la santé, comme une pandémie mondiale, pourrait entraîner une forte volatilité des marchés, la suspension et la fermeture des opérations de change, et affecter le rendement du portefeuille. Le nouveau coronavirus (COVID-19) perturbe ainsi considérablement les activités commerciales à l'échelle mondiale. Une crise sanitaire ainsi que des épidémies et pandémies futures pourraient avoir, sur l'économie mondiale, des répercussions qui ne sont pas nécessairement prévisibles à l'heure actuelle. Une crise sanitaire peut exacerber d'autres risques préexistants, qu'ils soient politiques, sociaux ou économiques. Cela pourrait nuire au rendement du portefeuille, ce qui entraînerait des pertes sur votre placement.

Les placements comportent des risques, y compris le risque de perte du capital. Les marchés des capitaux sont volatils et peuvent considérablement fluctuer sous l'influence d'événements liés aux sociétés, aux secteurs, à la politique, à la réglementation, au marché ou à l'économie. Ces risques sont amplifiés dans le cas des placements effectués dans les marchés émergents. Le risque de change s'entend du risque que la fluctuation des taux de change ait un effet négatif sur la valeur des placements détenus dans un portefeuille.

Les renseignements fournis ne tiennent pas compte de la convenance des placements, des objectifs de placement, de la situation financière ni des besoins particuliers d'une personne donnée. Nous vous invitons à évaluer la convenance de tout type de placement à la lumière de votre situation personnelle et à consulter un spécialiste, au besoin.

Le présent document est réservé à l'usage exclusif des personnes ayant le droit de le recevoir aux termes des lois et des règlements applicables des territoires de compétence; il a été produit par Gestion de placements Manuvie et les opinions exprimées sont celles de Gestion de placements Manuvie au moment de la publication, et pourraient changer en fonction de la conjoncture du marché et d'autres conditions. Bien que les renseignements et analyses aux présentes aient été compilés ou formulés à l'aide de sources jugées fiables, Gestion de placements Manuvie ne donne aucune garantie quant à leur précision, à leur exactitude, à leur utilité ou à leur exhaustivité, et n'accepte aucune responsabilité pour toute perte découlant de l'utilisation de ces renseignements ou analyses. Le présent document peut comprendre des prévisions ou d'autres énoncés de nature prospective portant sur des événements futurs, des objectifs, des stratégies de gestion ou d'autres prévisions, et n'est à jour qu'à la date indiquée. Les renseignements fournis dans le présent document, y compris les énoncés concernant les tendances des marchés des capitaux, sont fondés sur la conjoncture, qui évolue au fil du temps. Ces renseignements peuvent changer à la suite d'événements ultérieurs touchant les marchés ou pour d'autres motifs. Gestion de placements Manuvie n'est nullement tenue de mettre à jour ces renseignements.

Ni Gestion de placements Manuvie, ni ses sociétés affiliées, ni leurs administrateurs, dirigeants et employés n'assument de responsabilité pour quelque perte ou dommage direct ou indirect, ou quelque autre conséquence que pourrait subir quiconque agit sur la foi des renseignements du présent document. Tous les aperçus et commentaires sont de nature générale et ponctuelle. Quoiqu'utiles, ces aperçus ne remplacent pas les conseils d'un spécialiste en fiscalité, en placement ou en droit. Il est recommandé aux clients de consulter un spécialiste qui évaluera leur situation personnelle. Ni Manuvie, ni Gestion de placements Manuvie, ni leurs sociétés affiliées, ni leurs représentants ne fournissent de conseils dans le domaine de la fiscalité, des placements ou du droit. Le présent document a été préparé à titre informatif seulement et ne constitue ni une recommandation, ni un conseil professionnel, ni une offre, ni une invitation à quiconque, de la part de Gestion de placements Manuvie, relativement à l'achat ou à la vente d'un titre ou à l'adoption d'une stratégie de placement, non plus qu'il indique une intention d'effectuer une opération dans un fonds ou un compte géré par Gestion de placements Manuvie. Aucune stratégie de placement ni aucune technique de gestion des risques ne peuvent garantir le rendement ni éliminer les risques. La diversification ou la répartition de l'actif ne sont pas garantes de profits et n'éliminent pas le risque de perte. À moins d'indication contraire, toutes les données proviennent de Gestion de placements Manuvie. Les rendements passés ne garantissent pas les résultats futurs.

Gestion de placements Manuvie

Gestion de placements Manuvie est le secteur mondial de gestion de patrimoine et d'actifs de la Société Financière Manuvie. Nous comptons plus de 100 ans d'expérience en gestion financière au service des clients institutionnels et des particuliers ainsi que dans le domaine des régimes de retraite, à l'échelle mondiale. Notre approche spécialisée de la gestion de fonds comprend les stratégies très différenciées de nos équipes expertes en titres à revenu fixe, actions spécialisées, solutions multiactifs et marchés privés, ainsi que l'accès à des gestionnaires d'actifs spécialisés et non affiliés du monde entier grâce à notre modèle multigestionnaire.

Le présent document n'a été soumis à aucun examen de la part d'un organisme de réglementation des valeurs mobilières ou autre et il n'a été déposé auprès d'aucun organisme de réglementation. Il peut être distribué par les entités de Manuvie ci-après, dans leurs territoires respectifs.

Des renseignements supplémentaires sur Gestion de placements Manuvie sont accessibles sur le site www.manulifeim.com/institutional/ca/fr

Australie : Hancock Natural Resource Group Australasia Pty Limited, Manulife Investment Management (Hong Kong) Limited. **Brésil** : Hancock Asset Management Brasil Ltda. **Canada** : Gestion de placements Manuvie limitée, Distribution Gestion de placements Manuvie inc., Manulife Investment Management (North America) Limited et Marchés privés Gestion de placements Manuvie (Canada) Corp. **Chine** : Manulife Overseas Investment Fund Management (Shanghai) Limited Company. **Espace économique européen** Manulife Investment Management (Ireland) Ltd., qui est habilité et régie par l'organisme Central Bank of Ireland. **Hong Kong** : Manulife Investment Management (Hong Kong) Limited. **Indonésie** : PT Manulife Aset Manajemen Indonesia. **Japon** : Manulife Investment Management (Japan) Limited. **Malaisie** : Manulife Investment Management (M) Berhad 200801033087 (834424-U). **Philippines** : Manulife Asset Management and Trust Corporation. **Singapour** : Manulife Investment Management (Singapore) Pte. Ltd. (société inscrite sous le numéro 200709952G). **Corée du Sud** : Manulife Investment Management (Hong Kong) Limited. **Suisse** : Manulife IM (Switzerland) LLC. **Taiwan** : Manulife Asset Management (Taiwan) Co., Ltd. **Royaume-Uni** : Manulife Investment Management (Europe) Limited, qui est habilitée et régie par l'organisme Financial Conduct Authority. **États-Unis** : John Hancock Investment Management LLC, Manulife Investment Management (US) LLC, Marchés privés Gestion de placements Manuvie (États-Unis) SARL et Hancock Natural Resource Group, Inc. **Vietnam** : Manulife Investment Fund Management (Vietnam) Company Limited.

Gestion de placements Manuvie, le M stylisé et Gestion de placements Manuvie & M stylisé sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers et sont utilisées par elle, ainsi que par ses sociétés affiliées sous licence. PPM533647